

# Introduction

Les quelque trente années de l'après-guerre nous laissent le souvenir d'une glorieuse prospérité rompue par le premier choc pétrolier de 1973-1974. De cette rupture on n'a cependant point immédiatement pris conscience. Comme au début des années trente, lors de l'apparition de la première grande crise du  $xx^e$  siècle, on croyait la reprise « au tournant de la rue ». On se figurait que, pour la faire venir, il suffisait d'injecter aux économies anémiées un sang neuf, par un gigantesque recyclage des capitaux absorbés par les pays exportateurs de pétrole. Ainsi s'est mis en place, à l'échelle planétaire, le recyclage des « pétro-dollars » qui a entraîné les pays non producteurs de pétrole, et parmi eux l'immense majorité des pays en développement, dans une colossale spirale d'endettement, sans pour autant faire revenir la croissance. Ce n'est qu'après le « second choc pétrolier », en 1979, et l'éclatement consécutif de la grande crise internationale d'endettement, en 1982, que les mentalités ont changé. Avant on incriminait surtout les pays pétroliers, les syndicats, les États improductifs et impécunieux, etc., boucs émissaires chargés de tous les maux. À présent, on comprenait que les causes étaient plus profondes et plus lointaines. En France, par exemple, il apparaissait que la situation avait commencé à se dégrader en fait vers le milieu des années soixante, c'est-à-dire à une époque où la concurrence internationale s'était mise à frapper de plein fouet notre économie et, d'ailleurs, beaucoup d'autres. Ainsi l'internationalisation – appelée plus tard mondialisation ou globalisation – passait-elle sur le banc des accusés.

L'internationalisation de la production et des échanges, provoquée par l'abaissement général des barrières douanières, est un phénomène majeur qui se manifeste notamment dans la part croissante de la production des différents pays affectée à leurs exportations et, symétriquement, dans la part croissante de leurs ressources provenant de leurs importations. Les économies se soudent ainsi, bon gré mal gré, les unes aux autres pour former un vaste marché international superposé à leurs marchés intérieurs. Mais, derrière le développement et la consolidation de ce marché international, un phénomène plus fondamental encore se révèle : celui de la place primordiale prise par la monnaie et la finance. Il n'est pas exagéré de dire que notre époque est avant tout celle de l'avènement du règne absolu de l'argent sur le monde.

La « monétisation » des économies est pourtant un phénomène ancien dont l'origine remonte au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, aux premiers temps du *capitalisme commercial*. La monnaie, auparavant, était surtout une réserve de richesse, vouée plus à la thésaurisation qu'à la dépense. Avec le nouvel essor du commerce, elle tend à être de plus en plus un instrument de transaction. La sphère des échanges marchands se développe, tandis que la quantité de monnaie s'accroît par la découverte de nouvelles mines d'or et d'argent et, plus tard, par l'invention d'autres formes de monnaie telles que la monnaie fiduciaire ou la monnaie scripturale. Mais ce développement ne se fait que très progressivement. Il appelle en réalité des bouleversements politiques et sociaux qui prendront forme, en France par exemple, dans la révolution de 1789 puis dans les conquêtes successives du libéralisme tout au long du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle.

La liberté, et d'abord la liberté de chacun de disposer de sa propre personne, est en effet la condition première du développement des échanges. Si l'abolition du servage est déjà en grande partie chose faite à la veille de la révolution française, la suppression des corporations dans les villes enlève les dernières entraves à la libre utilisation de la main-d'œuvre par tous ceux qui ont les moyens de l'acheter. La disparition des réglementations corporatives, la dissolution des liens personnels qui unissaient le maître à ses compagnons, le seigneur à ses serfs, le monarque à ses sujets et, au lieu de cela, l'instauration de la liberté, notamment celle des échanges, signifie, pour qui a de l'argent à investir, l'espoir d'une appropriation illimitée du travail d'autrui et par suite une accumulation infinie de richesses. Le jeu n'est cependant point sans risque puisqu'il implique la libre concurrence, c'est-à-dire finalement la liberté pour le plus fort de « dévorer » le plus faible. Telle est la règle du *capitalisme industriel* qui a surtout pris son essor au <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle en n'hésitant d'ailleurs pas à substituer à l'asservissement individuel, qu'il avait juridiquement aboli au-dedans, celui de contrées lointaines à la conquête desquelles il s'est lancé au-dehors, mettant ainsi en lumière ce paradoxe du capitalisme de toujours vouloir à la fois libérer et asservir.

À peine la colonisation était-elle achevée qu'apparaissait son contraire. Le grand mouvement de décolonisation, qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale, ne fut pas seulement une victoire de mouvements nationalistes sur la résistance parfois opiniâtre des métropoles. Il fut dû également à la pression de nouvelles puissances capitalistes, privées de colonies parce que formées plus tardivement, mais devenues prépondérantes dans le monde de l'après-guerre. En supprimant la sujétion des colonies à leur métropole, le *capitalisme financier* contemporain a pour ainsi dire répété, mais à l'échelle des nations, le processus de libération qui, jadis, à l'aube de la révolution industrielle et à l'échelle des individus, avait ouvert un espace immense à l'expansion de la sphère des échanges marchands.

Nous en sommes au début de cette ère nouvelle. On ne peut prédire quelles crises dans l'avenir présideront à la répartition du pouvoir inévitablement lié à la création et à la maîtrise de la monnaie nécessaire à l'immense développement attendu des échanges. Mais, d'ores et déjà, il est sûr qu'il faut avant tout s'atta-

cher à la logique du fonctionnement de l'économie monétaire pour comprendre le monde où nous vivons.

La place de la monnaie est d'ailleurs, depuis longtemps, l'objet d'une controverse ardente entre les économistes. La discussion n'est pas seulement académique. Elle cache en fait une radicale opposition de croyance en l'aptitude de l'économie libérale à bien fonctionner ou non. Les uns, pour qui la monnaie au fond n'est qu'un « voile » qu'il suffit de soulever pour percevoir la réalité des phénomènes, croient l'*équilibre* accessible par le libre jeu des mécanismes du marché entre les entreprises, qui offrent les produits, et les travailleurs, qui les acquièrent en échange de leur travail. Les autres, pour qui la monnaie est, beaucoup plus qu'une sorte de bon d'achat, la faculté même d'acheter ou de ne point acheter, pensent que son intervention dans l'économie est de nature à engendrer le *déséquilibre*. La première conception des choses a longtemps prévalu. Elle a été mise en défaut, de façon flagrante, par la grande crise des années trente qui a révélé l'inexistence d'un équilibre automatique et suscité alors un renouvellement de la théorie d'où est issu le rejet, de nos jours, de la classique « dichotomie » entre les questions monétaires et les questions dites réelles.

Renoncer à cette dichotomie suppose que l'on fasse entrer en scène, à côté des acteurs habituels que sont les entreprises et les ménages, les agents dont la fonction principale est d'émettre, voire de contrôler, la monnaie ainsi réhabilitée. Ces agents sont les intermédiaires financiers et, plus particulièrement, les banques. L'économie monétaire, par opposition à l'économie classique qui ne nous présentait que deux catégories d'agents, est une économie à trois catégories d'agents : les banques, les entreprises, les ménages. Chacune de ces catégories a un rôle bien déterminé. Les *banques* prêtent de l'argent aux entreprises pour leur permettre justement d'entreprendre leur activité de production. Les *entreprises* utilisent l'argent à divers achats et notamment au paiement de salaires aux ménages dont elles achètent la force de travail. Les *ménages* dépendent leurs revenus monétaires en consommation auprès des entreprises jusqu'au moment où ils préfèrent les laisser en épargne auprès des banques. La monnaie, alors, fait retour aux banques au terme d'un parcours constituant son *circuit*. Le circuit de la monnaie se résume dans le « principe fondamental des économies monétaires » : *une première catégorie d'agents prête à une deuxième catégorie qui achète pour vendre à une troisième qui vend pour acheter.*

Analyser l'économie monétaire – c'est-à-dire l'économie où nous vivons – consiste à partir de ce principe et à en développer toutes les conséquences. Tel sera l'essentiel de notre tâche dans les cinq parties de ce livre.

La *première partie*, consacrée à la *méthode économique* et particulièrement à l'examen de ces deux tentations de la science économique que sont l'équilibre et le déséquilibre, est destinée à servir de plus ample justification à notre choix de privilégier la logique du circuit pour présenter l'économie générale à un étudiant débutant.

La *deuxième partie* rend compte de la représentation détaillée du circuit économique national fournie par la comptabilité nationale, que nous étudierons à travers notre *système actuel de comptabilité nationale*.

Les *trois dernières parties* entraîneront alors le lecteur dans une exploration de toutes les grandes fonctions économiques dans l'ordre imposé par le sens même de la circulation monétaire. Ainsi étudierons-nous successivement : *le crédit et l'investissement*, ce qui nous fera passer des intermédiaires financiers aux entreprises (troisième partie) ; *la production et les revenus*, avec le passage des entreprises aux ménages (quatrième partie) ; *la consommation et l'épargne*, avec le retour de la monnaie des ménages aux intermédiaires financiers (cinquième partie).